

Pierre-Olivier DE BROUX

Professeur à l'Université Saint-Louis - Bruxelles
Doyen de la Faculté de droit

Belge, né à Uccle le 19 juin 1978
Marié
4 enfants

Boulevard du Jardin Botanique 43
B-1000 Bruxelles - Belgique
Tél : +32 2 792 35 08
pierre-olivier.debroux@usaintlouis.be

Activités professionnelles actuelles

- **Professeur** à l'Université Saint-Louis - Bruxelles (www.usaintlouis.be), depuis septembre 2011, et actuellement :
 - Doyen de la Faculté de Droit (depuis septembre 2018) ;
 - chargé des cours d'**Histoire et politique des droits humains** (4 ECTS) pour le master de spécialisation en droits de l'homme ; de **Droit administratif** (8 ECTS, co-titulaire) en 3^e année du bachelier en droit ; d'**Histoire du droit et des institutions de la Belgique contemporaine** (6 ECTS) en 2^e année du bachelier en droit ; de **Critique des sources d'information** (3 ECTS) en 1^e année du bachelier en droit ; et chargé du **Séminaire d'histoire contemporaine** (9 ECTS, co-titulaire) pour la 2^e et la 3^e année du bachelier en histoire ;
 - Co-responsable du Centre interdisciplinaire de recherches en droit constitutionnel et administratif (CIRC) ; et du Centre de recherches en histoire du droit et des institutions (CRHIDI).
- **Professeur invité** à l'Université catholique de Louvain (UCL-Mons - www.uclouvain.be/mons.html), chargé du cours de **Droit public et européen de l'économie** (5 ECTS, co-titulaire) en première année du master en sciences politiques et du master en administration publique à horaire décalé, depuis septembre 2011.
- **Vice-Président** de la Commission d'accès aux documents administratifs de la Région wallonne, membre effectif depuis janvier 2012.
- **Membre** de la Commission permanente de contrôle linguistique depuis juin 2018.

Expériences professionnelles antérieures

- Expert auprès de la Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la transparence et le fonctionnement du groupe Publifin (Parlement de Wallonie - février à juillet 2017) ; et auprès de la Commission d'enquête parlementaire sur la gestion du

Samusocial (Assemblée de la Commission communautaire commune à Bruxelles – juillet 2017 à février 2018).

- Expert au sein du cabinet du Secrétaire d'Etat aux réformes institutionnelles (décembre 2012 à janvier 2014), en ce qui concerne la mise sur pied de la sixième réforme de l'Etat.
- Avocat au barreau de Bruxelles, *senior associate* au sein du département de droit administratif du cabinet Stibbe, spécialisé en contentieux administratif et constitutionnel, droit des entreprises publiques et des autorités de régulation, droit belge et européen des télécommunications et de l'audiovisuel, marchés publics et partenariats public-privé, fonction publique, droit des étrangers et droits de l'homme (octobre 2001 à mars 2012).
- Chercheur en résidence au Conseil supérieur de l'audiovisuel pour un projet de recherche intitulé : « *Le rôle des pouvoirs publics dans le secteur audiovisuel en Belgique (1900-2010)* » (janvier à avril 2010).
- Assistant chargé d'enseignement aux Facultés universitaires Saint-Louis, chargé d'un cours de *Droit constitutionnel I* (2011-2012, 1^e Bac Droit), de parties du cours de *Critique des sources de l'information* (2006-2011, 1^e Bac Droit), d'un cours de *Méthodologie juridique* (2002-2012, 1^e Bac Droit HD), de travaux pratiques en *Droit administratif* (2006-2011, 3^e Bac Droit) et en *Droit constitutionnel* (2002-2006, 2^e Bac Droit HD), ainsi que d'une partie du cours d'*Initiation à la recherche historique* (2005-2011, 15h, 1^e Bac Histoire) et d'un *Séminaire d'histoire contemporaine* (2003-2005, 1^e Candi Droit).
- Assistant à l'Université libre de Bruxelles (ULB) chargé d'exercices en histoire du droit (2002-2004, 1^e Candi Droit).

Formation

- Docteur en **histoire** (du droit) des Facultés universitaires Saint-Louis (mai 2011). Thèse ayant pour titre : « *Le droit des industries de réseaux. Une histoire de l'évolution du rôle de l'Etat fondatrice d'un droit du service public 1830-2010* », Bruxelles, 2011, 598 p.
- Licencié en **histoire** de l'Université Catholique de Louvain avec la plus grande distinction (septembre 2001). Mémoire ayant pour titre : « *Le Cimetière Justice et la pratique de la grâce sous Léopold II* », Louvain-la-Neuve, 2001, 234 p.
- Licencié en **droit** de l'Université Catholique de Louvain avec grande distinction (juin 2001) (programme Erasmus à l'Université de Copenhague).
- Candidat en **histoire** de l'Université Catholique de Louvain avec distinction (juin 1999).
- Candidat en **droit** bilingue (français - néerlandais) des Facultés universitaires Saint-Louis avec distinction (juin 1998) (programme bilingue avec la Katholieke Universiteit Brussel).

Publications

A. Rédaction ou direction d'ouvrages scientifiques

1. P.O. DE BROUX, Ph. DESMETTE, S. GLANSORFF, B. PIRET et N. SIMON (dir.), *La transmission du pouvoir monarchique. Entre droits et devoirs, du Moyen-Âge à nos jours*, Bruxelles, ASP Editions, 2019, 222 p. (Standen & Landen, n° 113)
2. J. VAN MEERBEECK, P.O. DE BROUX, Th. LEONARD et B. LOMBAERT (dir.), *La distinction entre droit public et droit privé. Pertinence, influences croisées et questions transversales*, Limal, Anthemis, 2019, 489 p.
3. P.O. DE BROUX et P. NIHOUL (dir.), *Actualités du droit public économique*, Limal, Anthemis, 2017, 126 p.
4. J.P. NANDRIN, *Hommes et normes. Enjeux et débats du métier d'un historien*, textes recueillis par P.O. de Broux, A. Hendrick, F. Muller et B. Piret, Bruxelles, Publications des Presses de l'Université Saint-Louis, 2016, 375 p.
5. P.O. DE BROUX, D. YERNAULT et B. LOMBAERT (dir.), *Le droit bruxellois. Un bilan après 25 ans d'application (1989-2014)*, Bruxelles, Bruylant, 2016, 1688 p.
6. H. DUMONT, I. HACHEZ, M. EL BERHOUMI (dir.), et Fr. BELLEFLAMME, M. BELMESSIERI, P.O. DE BROUX, M.S. DE CLIPPELE, D. DE JONGHE, X. DELGRANGE, L. DETROUX, P.F. HENRARD, C. HOREVOETS, H. JACQMIN, N. LAGASSE, H. LEROUXEL, B. LOMBAERT, L. LOSSEAU, Fr. TULKENS, M. VANDERSTRAETEN et S. VAN DROOGHENBROECK, *La Sixième réforme de l'Etat : l'art du compromis ou l'art de ne pas choisir ?*, Bruxelles, Larcier, 2015, 250 p. (Les dossiers du Journal des tribunaux)
7. P.O. DE BROUX, B. LOMBAERT et Fr. TULKENS (dir.), *Actualité des principes généraux en droit administratif, social et fiscal*, Limal, Anthemis, 2015, 198 p.

B. Contributions à des ouvrages scientifiques

8. P.O. DE BROUX, « *Le poste de roi des Belges est bien difficile, on ne saurait trop s'y préparer*. Les héritiers du trône de Belgique au XIX^e siècle », dans *La transmission du pouvoir monarchique. Entre droits et devoirs, du Moyen-Âge à nos jours*, dir. P.O. de Broux, Ph. Desmette, S. Glansdorff, B. Piret et N. Simon, Bruxelles, ASP Editions, 2019, p. 125-161 (Standen & Landen, n° 113).
9. P.O. DE BROUX et D. STAES,, « *History Watch by the European Court of Human Rights* », dans *The Palgrave Handbook of State-sponsored History*, dir. B. Bevernage & N. Wouters, London, Palgrave Macmillan UK, 2018, p. 101-119.
10. P.O. DE BROUX, « *Article 36. L'accès aux services d'intérêt économique général* », dans *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Commentaire article par article*, dir. F. Picod, S. van Drooghenbroeck et C. Rizcallah, Bruxelles, Bruylant, 2018, p. 775-788.
11. P.O. DE BROUX et P. LAGASSE, « *Créer et organiser des services publics économiques : actualité des balises nationales et européennes* », dans *Actualités du droit public économique*, dir. P. Nihoul et P.O. de Broux, Limal, Anthemis, 2017, p. 63-97.
12. P.O. DE BROUX et F. MAERTENS DE NOORDHOUT, « *Repos dominical et jours fériés en Belgique au XIX^e siècle: la transformation des obligations religieuses en revendication sociale* », dans *Orare aut laborare ? Fêtes de précepte et jours chômés du moyen âge au*

début du XXe siècle, dir. Ph. Martin et Ph. Desmette, Lille, Editions du Septentrion, 2017, p. 215-228.

13. P.O. DE BROUX, « L'internationalisation des droits sociaux fondamentaux. De la paix mondiale à la justice sociale : les origines de la Charte sociale européenne », dans *Europees Sociaal Handvest, sociale rechten en grondrechten op de werkvloer - Charte sociale européenne, droits sociaux et droits fondamentaux au travail*, dir. F. Dorssemont, S. van Drooghenbroeck et G. Van Limberghen, Bruxelles, la Charte, 2016, p. 15-39.

14. P.O. DE BROUX, A. HENDRICK et Fr. MULLER, « Bio-bibliographie d'un homme hors norme », et P.O. DE BROUX, « Introduction. La Constitution belge, un inépuisable objet d'histoire », dans J.P. NANDRIN, *Hommes et normes. Enjeux et débats du métier d'un historien*, textes recueillis par P.O. de Broux, A. Hendrick, Fr. Muller et B. Piret, Bruxelles, Publications des Presses de l'Université Saint-Louis, 2016, p. 15-41 et p. 311-318.

15. P.O. DE BROUX, « Le droit public économique bruxellois. Une politique Capitale », dans *Le droit bruxellois. Un bilan après 25 ans d'application (1989-2014)*, dir. P.O. de Broux, B. Lombaert et D. Yernault, Bruxelles, Bruylant, 2015, p. 1159-1219.

16. P.O. DE BROUX, « Het bestuur van de Belgische departementen tijdens de overgangperiode 1814-1815 », dans *Belg en Bataaf. De wording van het Verenigd Koninkrijk der Nederlanden*, dir. Fr. Judo et S. Van de Perre, Anvers, Polis, 2015, p. 27-51.

17. P.O. DE BROUX, D. DE JONGHE, R. SIMAR et M. VANDERSTRAETEN, « Les exceptions à la publicité des documents administratifs », dans *La publicité de l'administration*, dir. V. Michiels, Bruxelles, Bruylant, 2014, p. 133-192.

18. P.O. DE BROUX, « Les étrangers en séjour légal, en séjour illégal ou hors du territoire national », note sous C.C., n° 106/2003 du 22 juillet 2003 ; Fr. BELLEFLAMME, P.O. DE BROUX et M. EL BERHOUMI, « Les personnes morales de droit privé et de droit public », note sous C.C., n° 115/2004 du 30 juin 2004, n° 118/2007 du 19 septembre 2007 et n° 40/2011 du 15 mars 2011 ; P.O. DE BROUX, « La Charte sociale européenne (révisée) », note sous C.E., n° 182.454 du 28 avril 2008, dans *Le droit international et européen des droits de l'homme devant le juge national*, dir. S. van Drooghenbroeck, Bruxelles, Larcier, 2014, p. 49-57, p. 58-72 et p. 187-195 (collection Grands arrêts).

19. P.O. DE BROUX, « Entre libéralisation et régulation : l'europanisation des industries de réseaux », dans *L'Européanisation. Sciences humaines et nouveaux enjeux*, dir. D. Duez, O. Paye et Chr. Verdure, Bruxelles, Bruylant, 2014, p. 333-353 (collection Idées d'Europe).

20. P.O. DE BROUX et I. MATHY, « Les actes non contraignants dans le droit européen des communications électroniques. Les frontières du soft law européen à l'épreuve », dans *Les sources du droit revisitées*, vol. 1, *Normes internationales et constitutionnelles*, dir. Y. Cartuyvels, H. Dumont, Ph. Gerard, I. Hachez, Fr. Ost et M. van de Kerchove, Bruxelles - Limal, Publications de l'Université Saint-Louis Bruxelles – Anthémis, 2012, p. 295-328.

21. R. BEAUTHIER et P.O. DE BROUX, « Un regard historique. Sources du droit, sources du pouvoir ? », dans *Les sources du droit revisitées*, vol. 4, *La théorie des sources du droit*, dir. Y. Cartuyvels, H. Dumont, Ph. Gerard, I. Hachez, Fr. Ost et M. van de Kerchove, Bruxelles, Publications de l'Université Saint-Louis - Bruxelles, 2012, p. 715-754.

22. P.O. DE BROUX, « Introduction à la décentralisation administrative. Evolutions théoriques et pratiques politiques », dans *Le paraétatisme aujourd'hui ou quelle décentralisation*

fonctionnelle au XXI^e siècle ?, dir. B. Lombaert et Fr. Tulkens, Bruxelles, la Charte, 2010, p. 1-32 (Bibliothèque de droit administratif, n° 11).

23. P.O. DE BROUX, « Historique et transformation de la notion de service public à la lumière du droit européen », dans *Le service public. Passé, présent, avenir*, dir. H. Dumont, P. Jadoul et S. van Drooghenbroeck, Bruxelles, la Charte, 2009, vol. 1, p. 1-56 (Bibliothèque de droit administratif, n° 10).

Et sous une version abrégée mais légèrement remaniée : P.O. DE BROUX, « Une brève histoire de la notion belge de « service public » : de la France à l'Europe », dans *Histoire du droit et de la justice. Une nouvelle génération de recherches*, dir. D. Heirbaut, X. Rousseaux et A. Wijffels, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2009, p. 613-629.

24. P. BOUCQUEY et P.O. DE BROUX, « Les recours juridictionnels contre les décisions des autorités de régulation », dans *La protection juridictionnelle du citoyen face à l'administration*, dir. H. Dumont, P. Jadoul et S. van Drooghenbroeck, Bruxelles, la Charte, 2007, p. 209-313. (Bibliothèque de droit administratif, n° 6)

25. B. LOMBAERT et P.O. DE BROUX, « Le droit des finances publiques et la fiscalité à l'épreuve des partenariats public-privé (P.P.P.) », dans *Les partenariats public-privé (P.P.P.) : un défi pour le droit des services publics*, dir. B. Lombaert, Bruxelles, la Charte, 2005, p. 317-383. (Bibliothèque de droit administratif, n° 4)

26. P.O. DE BROUX, « Les marchés publics et la loi relative à la motivation formelle des actes administratifs », dans *La motivation formelle des actes administratifs*, dir. P. Jadoul et S. van Drooghenbroeck, Bruxelles, la Charte, 2005, p. 219-266. (Bibliothèque de droit administratif, n° 2)

C. Articles publiés dans des revues scientifiques

27. P.O. DE BROUX, « Introduction. Nations civilisées, mission civilisatrice, droit de civilisation », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 2019 (à paraître).

28. A.S. BOUVY et P.O. DE BROUX, « Les droits et les devoirs des mandataires publics : sortir du labyrinthe constitutionnel », *Revue belge de droit constitutionnel*, 2018, p. 131-179.

29. M. EL BERHOUMI, L. DETROUX, J. CLARENNE, P.O. DE BROUX, H. LEROUXEL, Y. MOSSOUX, C. NENNEN, C. RIZCALLAH, N. TULKENS, S. VAN DROOGHENBROECK, D. VAN EECKHOUTTE et J. VAN MEERBEECK, « La Cour constitutionnelle face au Pacte budgétaire européen : un arrêt sans intérêt ? », *Journal des tribunaux*, 2017, p. 565-582.

(Publié en néerlandais dans les *Chroniques de droit public – Publiekrechtelijke Kronieken*, 2017, p. 398-429).

30. P.O. DE BROUX et L. DAMAY, « "Droits de l'homme : la dernière utopie?" – Introduction », *Journal européen des droits de l'homme*, 2016, p. 157-160.

31. P.O. DE BROUX, « L'organisation générale du Conseil d'État après la loi du 20 janvier 2014 », *Administration Publique*, 2016, p. 418-426.

32. J. DE BROUWER, P.O. DE BROUX, Fr. MULLER et X. ROUSSEAU,, « Historiens et commissions d'enquête publiques en Belgique », *Les Cahiers de la Fonderie*, n° spécial en hommage à Jean-Pierre Nandrin intitulé « L'historien dans la cité », n° 51, 2015, p. 54-63.

33. P.O. DE BROUX et D. DE JONGHE, « Marchés publics et industries de réseau : des secteurs exclus aux secteurs spéciaux », *Revue du droit des industries de réseau – Tijdschrift voor het recht van netwerkindustrieën*, 2015, p. 267-274.
34. P.O. DE BROUX, « La continuité du service public : l'étonnante destinée d'un principe élémentaire », *Journal des tribunaux*, 2014, p. 640-642.
35. P.O. DE BROUX et M. PORTELLI, « La réglementation du cycle de l'eau potable », *Revue du droit des industries de réseau – Tijdschrift voor het recht van netwerkindustrieën*, 2014, p. 23-32.
36. P.O. DE BROUX et D. YERNAULT, « Clio, Jupiter et Mercure. De l'importance de l'analyse historique pour l'étude du droit public économique contemporain », *Chroniques de droit public - Publiekrechtelijke Kronieken*, 2012/4, p. 510-535.
37. P.O. DE BROUX et X. DELGRANGE, « L'évolution de la protection juridictionnelle des gouvernés face aux gouvernants en Belgique de 1830 à nos jours », *Cahiers du Centre de recherches en histoire du droit et des institutions*, n° 31, 2009, p. 99-118.
38. K. BERTRAMS et P.O. DE BROUX, « Du négationnisme au devoir de mémoire : l'histoire est-elle prisonnière ou gardienne de la liberté d'expression ? », *Revue de droit de l'ULB*, 2007/1, p. 75-134.
39. P.O. DE BROUX, « La confidentialité des secrets d'affaires et les droits de la défense dans le contentieux administratif économique », note sous C.J.C.E., arrêt *Mobistar* du 13 juillet 2006, C-439/04, *Revue de Droit Commercial Belge – Tijdschrift Belgisch Handelsrecht*, 2007/6, p. 553-564.
40. P.O. DE BROUX, « De Camu à Copernic : l'évolution de la fonction publique en Belgique », *Administration Publique Trimestrielle*, 2005/3-4, p. 158-177.
41. P. BOUCQUEY, P.O. DE BROUX, X. DELGRANGE, L. DETROUX, H. DUMONT, I. HACHEZ, B. LOMBAERT, Fr. TULKENS et S. VAN DROOGHENBROECK, « La Cour d'arbitrage et Saint-Polycarpe : un brevet de constitutionnalité mal motivé », *Journal des Tribunaux*, 2003, p. 521-536.

D. Divers : rapports, études, presse, vulgarisation

42. P.O. DE BROUX, « Droits de l'homme » et « Européanisation », dans A. HENDRICK, A. MUSIN, X. ROUSSEAU et N. TOUSIGNANT (dir.), *Les mots de la justice*, Bruxelles, Mardaga, 2017, p. 32-35 et p. 158-159.
43. E. BOUSMAR, P.O. DE BROUX, A. FRANSSSEN et F. MAERTENS DE NOORDHOUT, « Evaluation du décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et faits de résistance ou mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes », Rapport de recherche commandité par la Fédération Wallonie-Bruxelles, Bruxelles, 2016, 79 p.
44. P.O. DE BROUX, « La Magna Carta de 1215 : un symbole de l'émergence des droits de l'homme ? », septembre 2015, publié sur <http://www.justice-en-ligne.be/article745.html>.
45. P.O. DE BROUX, « Périphérie : la paix ou non », entretien avec C. Laporte, *La Libre Belgique*, 11 octobre 2012, p. 12.

46. P.O. DE BROUX, « Le rôle des pouvoirs publics dans les télécommunications en Belgique. 1900-2010 », collection *Etudes et recherches* du Conseil supérieur de l'audiovisuel, Bruxelles, 2010, 109 p., <http://www.csa.be/documents/1762>.

47. P.O. DE BROUX, « La loi et l'histoire : une alliance difficile », *Le Soir*, 13 septembre 2006, p. 19.

48. P.O. DE BROUX, « Léopold II et le droit de grâce – Leopold II en de gratieverlening », *Bulletin annuel de la Société royale des ordres nationaux créés par Léopold II*, 2003, p. 34-60.

Autres activités scientifiques

Projets de recherches obtenus :

- Co-promoteur d'un projet Test-It Living Lab, piloté par la société coopérative *Urbike* (www.urbike.be), ayant pour objet la livraison de colis à vélo dans la Région de Bruxelles-Capitale, obtenu en juillet 2018 auprès de Innoviris, réalisé par Florence Delchevalerie (mandat individuel de 22 mois à mi-temps).
- Promoteur d'un mandat FSR (Jean-Benoît Maisin) en droit public économique, pour un projet intitulé *Mécanismes de protection sociale et droit européen du marché intérieur : une rencontre inévitable et une relation à inventer*, obtenu en décembre 2016 (mandat individuel de 2 ans, renouvelé pour 2 ans en décembre 2018).
- Co-promoteur (avec Eric Bousmar et Abraham Franssen) d'une recherche relative à l'évaluation du Décret « mémoire » de la Communauté française, obtenue par marché public en juin 2015, et réalisée par Florence Maertens (mandat individuel de 7 mois à tiers temps).
- Co-promoteur (avec Hugues Dumont, Mathias El Berhoumi et Marc Verdussen) d'un *Prospective research for Brussels* obtenu en 2013 et confirmé en 2015 sur la gouvernance institutionnelle bruxelloise après la 6^e réforme de l'Etat, réalisé par Laurie Losseau (mandat individuel de 4 ans).
- Co-promoteur (avec Eric Bousmar, et sous la promotion de Nathalie Tousignant) d'un Pôle d'attraction interuniversitaire intitulé *Justice & Populations: The Belgian Experience in International Perspective* (www.bejust.be) obtenu par le CRHIDI en 2012 (financement de la politique scientifique fédérale d'une durée de 5 ans).

Thèses de doctorat :

Comme promoteur : **Nicolas Bernard** (Droit – USL-B – en cours, intitulé *Les limites régaliennes de la privatisation des missions de Défense nationale*) ; **Hajar Oulad Ben Taïb** (Histoire – USL-B – en cours, intitulé *Dynamiques migratoires au coeur de Bruxelles : l'installation des immigrés marocains de 1964 à 2004 à Molenbeek-Saint-Jean*), en co-promotion avec Franck Caestecker (UGent) ; **Jean-Benoît Maisin** (Droit – USL-B – en cours, projet cité ci-avant).

Comme membre du comité d'encadrement : **Anne-Sophie Bouvy** (Droit – UCLouvain – Promoteur M. Verdussen, en cours, sur l'initiative économique des pouvoirs locaux) ; **Antoine Mayence** (Droit – ULB – Promoteur P. Goffaux, en cours, sur le principe de continuité du

service public) ; **Enika Ngongo** (Histoire – USL-B – Promoteur N. Tousignant, en cours, sur le rôle du Congo belge durant la Première Guerre mondiale) ; **Elise Defreyne** (Droit – UNamur – Promoteur A. de Streel, défendue le 23 janvier 2018 : *L'Européanisation des médias belges de service public par le droit des aides d'Etat*) ; **Benoît Henriet** (Histoire – USL-B – Promoteur N. Tousignant, défendue le 15 décembre 2016 : *The Concession Experience. Power, Ecology and Labour in the Leverville Circle (Belgian Congo, 1911-1940)*).

Comme membre du jury : **Stéphanie De Somer** (Droit – UAntwerpen – Promoteur I. Opdebeek, défendue le 24 février 2015 : *The political independence of national regulatory authorities : EU impulse versus national restraint*).

Comme président du jury : **Marie-Sophie de Clippele** (Droit – USL-B – Promoteur F. Ost, défendue le 23 avril 2019 : *A qui incombe la charge ? La responsabilité partagée du patrimoine culturel, une propriété revisitée*) ; **Bérengère Piret** (Histoire – USL-B – Promoteur N. Tousignant, défendue le 16 décembre 2016 : *La justice coloniale en procès. Organisation et pratique judiciaire, le tribunal de district de Stanleyville (1935-1955)*).

Autres :

Rédacteur en chef de la *Revue du droit des industries de réseau – Tijdschrift voor het recht van netwerkindustrieën* (éditée par Kluwer de 2014 à 2018).

Membre du Comité de rédaction de la *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*.

Membre du Comité de rédaction des *C@hiers du CRHIDI*

Administrateur des *Presses de l'Université Saint-Louis – Bruxelles*.

Administrateur de l'ASBL *Standen en Landen – Anciens pays et assemblées d'états*

Prix scientifique

Prix de critique historique de la Fondation Halkin-Williot (ULg, décembre 2002) pour *Le Cimetière Justice et la pratique de la grâce sous Léopold II*, précité.

Sur LinkedIn : <https://www.linkedin.com/in/pierre-olivier-de-broux-6564601/>

Sur Academia : <https://usaintlouis.academia.edu/PierreOlivierdeBroux>